

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le président, je suis ravi de voir que le député attache autant d'importance à ce rapport. Il aura donc une influence positive sur son propre parti lorsque nous aborderons la question de la réforme parlementaire qui vient aux premiers rangs sur la liste des priorités du gouvernement et qui nous permettrait d'envisager l'application de certaines des recommandations qui figurent dans le rapport du groupe d'étude Peterson.

A propos des recommandations du Conseil économique, le député signale avec justesse qu'il est fait précisément mention de certains ministères, notamment le ministère des Transports et le ministère de l'Agriculture. Bien entendu, les ministres titulaires de ces portefeuilles amorcent déjà l'étude du rapport et envisagent divers moyens d'action.

M. Crosbie: Voudriez-vous nous tenir au courant?

* * *

LE MULTICULTURALISME

LE PROGRAMME POUR COMBATTRE LE RACISME

L'hon. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Multiculturalisme, qui a annoncé l'autre jour avec beaucoup d'éclat un programme de un million et demi de dollars pour combattre le racisme. Il a signalé à quel point le racisme était épouvantable et je suis bien d'accord avec lui.

● (1140)

Pourtant, pendant que le ministre annonce un programme d'un million et demi de dollars pour combattre le racisme, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration réduit les fonds affectés à la Société des services aux immigrants en Colombie-Britannique. Étant donné que 1,000 émigrants viennent s'installer tous les mois dans la partie continentale sud de la Colombie-Britannique, que l'anglais est la langue seconde de 43 p. 100 des enfants qui commencent l'école dans ma région, qu'il y a un groupe important de non-blancs dans le sud de la partie continentale de la province, que sans la Société des services aux immigrants...

Des voix: Règlement.

M. Fraser: Qui veut prendre la parole de l'autre côté? Vu que nous avons amené...

Des voix: Règlement.

M. Fraser: Madame le Président, ce que les députés d'en face ne veulent pas entendre saute aux yeux.

Mme le Président: Les députés accepteront d'entendre n'importe quoi pendant un débat, mais pendant la période des questions, les questions doivent être relativement concises.

M. Fraser: Madame le Président, ma question est la suivante: Pourquoi le gouvernement réduit-il les fonds dont les immigrants ont grandement besoin dans l'Ouest, alors que les

fonctionnaires du ministre essaient de se faire passer pour des héros en disant qu'ils n'aiment pas le racisme?

Une voix: Toujours la même vieille clique.

L'hon. Jim Fleming (ministre d'État (Multiculturalisme)): Madame le Président, si je n'ai pas immédiatement saisi la question du député, c'est peut-être parce que c'est la première question que m'adressent les députés de l'opposition depuis huit mois. Ils semblent visiblement s'intéresser au multiculturalisme et à l'équité au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Fleming: Si je ne m'abuse, le député a laissé entendre à la fin de sa question que nous essayons de nous faire valoir en annonçant le programme visant à améliorer la justice raciale au Canada. Je ne vois rien d'égoïste là-dedans. Il me semble que cela découle d'une politique fondamentale que tous les partis à la Chambre ont appuyé ces derniers mois à l'occasion de plusieurs motions présentées en vertu de l'article 43 du Règlement.

Bien entendu, la question relative au financement du Programme d'établissement et d'adaptation des immigrants devrait s'adresser au ministre de l'Emploi et de l'Immigration, mais je tiens à signaler que, d'après les faits dont je dispose, les déclarations faites par le député sont alarmistes et inexactes.

LES RAISONS À L'ORIGINE DES MESURES GOUVERNEMENTALES

L'hon. John A. Fraser (Vancouver-Sud): J'invite le ministre à retirer ses paroles. Je sais ce qui se passe dans ma propre circonscription.

Je demande au ministre pourquoi il se permet de faire une annonce hypocrite de ce genre quand il réduit les fonds dont on a si grand besoin dans une région où des problèmes surgiront s'il n'appuie pas les agences et les organismes qui tentent actuellement de combattre le racisme. C'est ce que je voudrais savoir.

L'hon. Jim Fleming (ministre d'État (Multiculturalisme)): Madame le Président, j'estime que le gouvernement s'est montré très solidaire de ces organismes qui s'intéressent à l'établissement des immigrants.

Des voix: Oh, oh!

M. Fleming: De fait, madame le Président, c'est le gouvernement actuel qui a fait accepter un nombre accru de réfugiés de la mer dans le programme des réfugiés et si le député cesse faire le cabotin et le comédien et manifeste un peu de patience, il entendra de bonnes nouvelles pour ces organismes.

* * *

ASTRA TRUST

L'INDEMNISATION DES INVESTISSEURS

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État aux Finances et concerne l'activité des sociétés Astra Trust et Re-Mor.